

L'ÉCO

de la semaine



11 au 15 mai 2026

SOMMAIRE

Coopération Germano-Malgache : L'Allemagne à l'écoute du secteur privé	2
Technologie agricole : Introduction de l'irrigation solaire dans la région Alaotra Mangoro	3
Loi de finances rectificative : Des ajustements impératifs face à la crise au Moyen-Orient	3
L'Etat cherche l'entreprise qui assurera l'opérationnalisation, la gestion et l'exploitation de la gare routière d'Amoronakona	4
Aire protégée : le MNP prend la gestion du Massif Makay.....	4
Ylias Akbaraly - Président du groupe redland : « Le marché africain présente des opportunités et des défis ».....	5
Économie numérique : Les télécommunications s'imposent comme un pilier de l'économie	5
Filière taro : Un produit d'exportation stratégique au niveau de l'Indianocéanie	6
Banque mondiale : Appel à l'urgence d'une croissance tirée par la productivité	7
L'enseigne de décoration Bouchara rachetée, moins de la moitié des emplois sauvegardés	8
Exportation : La campagne 2026 de café s'effondre	8
Productivité : L'élevage familial offre une solution à la pauvreté	9
Énergie : La Banque mondiale annonce un nouveau financement.....	9
Madagascar Airlines : l'ex-DG défend le plan Phénix 2030.....	10
Exploitations minières : La transformation locale comme objectif.....	10
Rapport du FMI : Des réformes saluées dans la gestion des finances publiques.....	11
Menabe : 30 000 tonnes de production d'arachides enregistrées annuellement	12
Transport aérien : Emirates atteint 96 % de reprise	12
Modi part aux Emirats et en Europe avec des partenariats et la sécurité énergétique en vue	13

Coopération Germano-Malgache : L'Allemagne à l'écoute du secteur privé

POSSENTI TRACY | 11 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En marge de la foire Made in Germany, organisée samedi à la Villa Berlin, à Ambatoroka, Les Amis de l'Allemagne ont tenu une rencontre BtoB consacrée aux freins au développement économique germano-malgache.

D'entrée, Oliver Knoerich, ambassadeur d'Allemagne à Madagascar, a centré les échanges sur l'exploitation insuffisante du potentiel et des ressources dont dispose la Grande Île dans le cadre de la coopération économique entre les deux pays. Il a cité les secteurs minier, agricole et énergétique comme des leviers encore sous-exploités, tout en soulignant une forme de déconnexion entre les visions locales et celles des partenaires étrangers.



« En Allemagne, et même en Europe, la France mise à part, Madagascar n'est pas assez connu, malgré tous ses atouts », a-t-il constaté. Un décalage susceptible de freiner les débouchés économiques du pays, alors même que l'Union européenne représente son principal marché à l'exportation.

Son interlocuteur, le professeur David Rakoto, président du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM), a livré son analyse d'enseignant en économie et d'ancien doctorant en Allemagne. Sur les relations entre les deux pays, il s'est réjoui de l'intégration progressive de l'Allemagne observée ces dernières années. Il a toutefois réfuté l'idée selon laquelle la faible présence économique allemande serait liée à la barrière linguistique, au regard du nombre croissant de Malgaches formés à l'anglais et à l'allemand.

Lenteur bureaucratique

Pour le président du CREM, les difficultés de rapprochement avec l'Allemagne s'expliquent davantage par les exigences des normes européennes auxquelles Madagascar doit se conformer, ainsi que par l'influence de la France, partenaire historique majeur de la Grande Île. Cet éloignement serait aussi renforcé par la volonté allemande de ne pas s'immiscer dans les affaires internes du pays, entraînant une divergence de vision avec les dirigeants malgaches.

Les réponses avancées par le professeur rejoignent les propositions du CREM en faveur d'un développement économique plus autonome à Madagascar. « Lorsque l'on me demande quelles seraient les clés du succès pour ce pays, je réponds que c'est la gouvernance. Et, dans la gouvernance, l'ennemi à éliminer est la corruption présente à tous les niveaux », affirme-t-il.

Selon lui, le marché est également affecté par cette corruption systémique, dans un environnement largement dominé par le secteur public et certaines entreprises privées privilégiées. Dans ce contexte, les politiques fiscales et d'investissement limiteraient l'attractivité du pays pour les partenaires étrangers et les investisseurs. L'un des fondateurs de la joaillerie Morebelli, Giuseppe Pocobelli, a également fait entendre sa voix lors de cette rencontre. Il a confirmé la complexité des procédures administratives et souligné le besoin de synergies permettant de connecter les entreprises déjà présentes dans le pays.

« En tant qu'investisseur et entrepreneur à Madagascar, j'adore travailler ici et nous essayons de faire fonctionner les choses malgré les blocages administratifs. (...) Existe-t-il un canal par lequel un entrepreneur peut exposer les problèmes rencontrés dans le pays ? », a-t-il interrogé.

En l'absence d'une institution ad hoc, l'ambassade d'Allemagne a annoncé son soutien, aux niveaux politique et administratif, aux entreprises allemandes, malgaches et internationales en lien avec l'Allemagne.

« L'ambassade ne peut pas remplacer une chambre de commerce, mais nous pouvons nous entendre et chercher des solutions ensemble, dans les limites de nos capacités », a déclaré Oliver Knoerich devant plusieurs représentants de multinationales, dont Liqui Moly, DHL et Mercedes, représentée par CFAO Mobility.

Le diplomate a également annoncé la finalisation de l'actualisation de l'Accord de partenariat économique (APE) reliant l'Union européenne aux régions partenaires d'Afrique orientale et australe. Signé en août 2009, cet accord facilite un accès quasi libre au marché européen, mais des obstacles liés à la bureaucratie continuent d'entraver les échanges commerciaux.

« Au-delà des droits de douane et des quotas, beaucoup d'entreprises demandent à ce que les procédures soient facilitées (...) Cet accord est en cours de modernisation et, dans les semaines qui viennent, les cinq pays de la région signeront avec l'Union européenne, premier client à l'exportation de Madagascar », a précisé l'ambassadeur.

Technologie agricole : Introduction de l'irrigation solaire dans la région Alaotra Mangoro

NAVALONA R. | 11 MAI | MIDI MADAGASCAR

Des représentants de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement, accompagnés par les équipes du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et du ministère de l'Économie et des Finances, ont effectué une mission de supervision dans la région Alaotra Mangoro.

Ils ont vérifié l'avancement des travaux dans le cadre de la mise en œuvre du projet Riz Plus. Il s'agit d'un projet d'adaptation des moyens de subsistance ruraux et des systèmes alimentaires, financé par ces deux partenaires stratégiques, visant à accroître les rendements de productivité agricole et à renforcer la résilience des systèmes de production dans ses régions d'intervention, dont, entre autres, Alaotra Mangoro. Outre le soutien aux producteurs par la facilitation de l'accès aux intrants agricoles et l'encadrement technique, le projet Riz Plus investit également dans la modernisation des infrastructures d'irrigation. Le barrage de Sahamaloto a ainsi été réhabilité afin d'assurer l'irrigation d'un périmètre de 7 000 hectares de rizières dans cette région cible du projet. Près de 20 000 producteurs en bénéficient directement, a-t-on appris.

Aménagements agroforestiers. Parallèlement, ce projet d'adaptation des moyens de subsistance ruraux et des systèmes alimentaires a également pour objectif de renforcer la gestion intégrée des paysages dans ses zones d'intervention. Raison pour laquelle les communautés locales bénéficiaires ont été mobilisées pour la préservation de l'environnement en contribuant à la gestion durable des bassins versants. Elles ont participé à la campagne de reboisement sur une superficie totale de 1 660 hectares, à Bembary et Sahamaloto, toujours dans la région Alaotra Mangoro. Ces aménagements agroforestiers permettent de protéger les bassins versants et de limiter l'érosion qui colmate habituellement les canaux d'irrigation, a-t-on évoqué. Toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet Riz Plus, la promotion de

technologies agricoles plus performantes ou de pratiques améliorées, ainsi que de l'agriculture climato-intelligente, est également de mise. À titre d'illustration, une irrigation solaire a été introduite dans cette zone d'intervention du projet, plus précisément dans la commune d'Andreba-kely Atsimo. Cette innovation technologique permet aux agriculteurs de pomper l'eau sans effort physique intense pour irriguer leurs rizières, tout en optimisant leur temps de travail et en augmentant les rendements.



Accélération du rythme. Par ailleurs, plus de 500 exploitants agricoles ont été dotés de semences certifiées et de matériels agricoles pour booster leur production, tant en quantité qu'en qualité. Ce n'est pas tout ! Des travaux de construction d'une piste rurale longue de 8 km, reliant Amboasary et Amboanjo, sont en cours dans le but de faciliter le transport du riz et l'accès aux marchés locaux et régionaux. Cette mission de supervision des représentants de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement s'est conclue par l'ajustement et l'accélération du rythme de la mise en œuvre du projet Riz Plus, pour que chaque investissement ait des impacts visibles sur l'amélioration du niveau de vie des ménages bénéficiaires, a-t-on conclu.

Loi de finances rectificative : Des ajustements impératifs face à la crise au Moyen-Orient

ANTSIA R. | 11 MAI | MIDI MADAGASCAR

La crise au Moyen-Orient impose de nouveaux arbitrages budgétaires à Madagascar. Depuis le début de la guerre en Iran, le prix du pétrole brut a déjà doublé et celui du pétrole raffiné a triplé. Face aux répercussions de cette conjoncture internationale sur les prix, les importations et les équilibres économiques, le Gouvernement a révisé la Loi de finances rectificative 2026 afin d'adapter le budget de l'État aux réalités du moment, d'après le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Aimé Ramiarison Herinjatovo. En effet, ce texte vise à ajuster les priorités sans renoncer aux réformes engagées. Les investissements structurants resteront au cœur de l'action publique, notamment dans les infrastructures routières, l'énergie et

l'agriculture. L'objectif est de soutenir la production nationale, de renforcer la résilience économique et d'accompagner la relance malgré un environnement mondial plus incertain.

Proximité. La décentralisation constitue également un axe fort de cette rectification budgétaire. Les ressources allouées aux Services territoriaux déconcentrés (STD) et aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD) seront portées à 12 % du budget national, contre 3 % auparavant, afin de leur donner davantage de moyens et d'accélérer les réponses de proximité. Sur le plan fiscal, la suppression de la TVA sur les intérêts bancaires figure parmi les mesures envisagées pour alléger le coût du financement,

soutenir les investisseurs et faciliter l'accès au crédit. La Loi de finances rectificative devrait enfin consolider la lutte contre la corruption et l'amélioration des recettes fiscales.

Pour le gouvernement, il s'agit de préserver la stabilité des finances publiques tout en orientant davantage le budget vers la relance économique et le développement local.

L'Etat cherche l'entreprise qui assurera l'opérationnalisation, la gestion et l'exploitation de la gare routière d'Amoronakona

11 MAI | 2424.MG

L'Etat avance dans ses démarches devant permettre l'entrée en service de la gare routière d'Amoronakona. L'appel à manifestation d'intérêt relatif à la mise en concession de cette infrastructure a été publié dimanche par l'Agence des transports terrestres (ATT), autorité de tutelle. Il s'agit de trouver l'entreprise ou le consortium qui sera chargé de l'opérationnalisation, de la gestion et de l'exploitation de cette infrastructure.



Les personnes intéressées sont ainsi invitées à soumettre leur dossier avant le 8 juin 2026. En visite sur place la semaine dernière, le ministère des Transports et de la météorologie avait indiqué souhaiter que la gare puisse fonctionner avant le 26 juin 2026. L'objectif est, entre autres, d'y transférer les coopératives de taxi-brousse opérant sur la route nationale RN 7 et sur la RN2 et dont

une bonne partie est actuellement stationnée du côté du Fasankarana.

Le ministère, à travers l'ATT, affiche ainsi sa volonté d'avancer malgré le refus de certaines coopératives à quitter l'ancienne gare routière. Dans son communiqué après la visite du ministre Herizo Andrianavalona Ramanambola, il avait déjà signalé que « nous allons lancer l'appel à manifestation d'intérêt très vite parce que les transporteurs se sont dit prêts à venir travailler sur ce site ».

Pour les autorités, cette mise en concession vise à améliorer l'accès des usagers à des infrastructures de transport « modernes, sûres, sécurisées et conformes aux normes en vigueur », dans le cadre de la mise en place d'un réseau de transport terrestre de référence à Madagascar. Les candidats intéressés doivent ainsi justifier d'expériences dans la gestion des infrastructures publiques ou privées, la gestion administrative, financière et des ressources humaines, ainsi que dans la gestion des parcs roulants.

Si le projet du ministère des Transports et de la météorologie aboutit, la gare routière devrait être fonctionnelle huit ans après que les travaux de construction ont été achevés. Snobée par l'équipe d'Andry Rajoelina depuis son retour au pouvoir en 2019, celle-ci est restée déserte pendant huit ans, à la grande satisfaction de certaines coopératives qui n'avaient pas voulu changer leur habitude ni celle de leurs clients.

Aire protégée : le MNP prend la gestion du Massif Makay

SERA R. | 11 MAI | LES NOUVELLES

Lors d'une cérémonie officielle vendredi dans la commune de Malaimbandy (Menabe), le ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd) a confié la gestion du « Massif Makay » à Madagascar national park (MNP). Cela faisant suite à l'évaluation des soumissions des ONG pour devenir le gestionnaire du « Massif Makay » le mois de janvier ainsi qu'à l'arrêté interministériel du mois de février, portant désignation du Massif Makay comme une Aire protégée (AP) de Madagascar. « La commune de Malaimbandy ainsi que les régions environnantes, à l'instar du Menabe et Atsimo Andrefana, connaîtront un développement à grande échelle, grâce aux bénéfices générés par des activités liées au tourisme durable en collaboration avec

les communautés de base », a indiqué le ministre de l'Environnement, Nolave Luck Aristide Andriatsihala. De son côté, MNP a souligné la création d'un nouveau circuit touristique reliant Isalo, Bemaraha ainsi que Makay, afin d'accroître la visibilité et l'attractivité de cette AP. Le « Massif du Makay » figure à la cinquième place des AP à Madagascar et considéré comme l'un des derniers sanctuaires de la biodiversité. Avec une superficie de 4.000 km², il est composé de labyrinthe de grès et de canyons profonds et de vallées qui ont permis l'évolution d'espèces animales et végétales uniques dans le monde. C'est un patrimoine naturel exceptionnel.

Ylias Akbaraly : Président du groupe redland - « Le marché africain présente des opportunités et des défis »

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 12 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le groupe Redland, conduit par son président Ylias Akbaraly, participe au Sommet « Africa Forward », à Nairobi, au Kenya. Une occasion de renforcer les partenariats et d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires sur le continent, explique-t-il.

Quels sont les objectifs du groupe Redland en participant à ce sommet ?

Pour nous, en tant qu'ent reprise malgache, notre objectif principal est avant tout de développer des contacts avec des hommes d'affaires, des responsables politiques, des bailleurs de fonds, des banques, ainsi que des fonds souverains et des fonds d'investissement. Cet événement constitue une occasion unique de réunir tous ces acteurs en un même lieu et d'organiser des réunions avec eux. C'est également une opportunité pour initier des discussions en vue de nouveaux contrats, par exemple avec la République démocratique du Congo, le Gabon, le Tchad ou encore la Mauritanie.

Nous avons déjà signé des contrats avec plusieurs pays africains, notamment la Guinée-Conakry, Sao Tomé-et-Principe et le Mali. Nous sommes également en négociation avec le Nigeria, et d'autres contrats sont encore en cours de discussion. C'est l'occasion de rencontrer les responsables de ces pays.

Quelles sont les opportunités et les défis des entreprises malgaches sur le marché africain ?

Les opportunités sur le marché africain sont nombreuses, notamment dans les domaines de l'énergie, des nouvelles technologies et de l'agriculture. Cependant, les défis sont également importants. Lorsqu'on entre sur le marché africain, on est confronté à une concurrence internationale accrue. Il est donc essentiel de renforcer les compétences que nous, Malgaches, possédons déjà. Nous avons besoin de financements, notamment à travers des fonds d'investissement. Nous avons également besoin de renforcer notre niveau de technicité. Cela implique de former nos ressources humaines afin d'être capables de faire face à la concurrence. En résumé, le marché est bien présent, mais il est nécessaire de disposer de financements, de ressources humaines qualifiées et d'un haut niveau de technicité. Une fois ces conditions réunies, nous serons pleinement en mesure de rivaliser avec la concurrence internationale sur le marché africain.

Par ailleurs, Madagascar bénéficie d'un avantage géographique par rapport aux acteurs européens ou asiatiques. Le pays fait partie intégrante du continent africain, ainsi que d'organisations comme la SADC [Communauté de développement de l'Afrique australe] et le COMESA [Marché commun de l'Afrique orientale et australe]. Il convient de tirer pleinement parti des opportunités offertes par ces organisations.



Pouvons-nous convaincre des investisseurs africains d'investir à Madagascar ?

Bien sûr. De nombreux investisseurs africains s'intéressent déjà à Madagascar, notamment dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et la cybersécurité. Ils perçoivent Madagascar comme un pays à fort potentiel, doté d'un vaste territoire et d'une population jeune. Cet intérêt est réel et bien établi.

Le groupe Redland est-il prêt à faire face à la concurrence d'entreprises africaines souhaitant investir à Madagascar ?

Oui, absolument. Nous sommes prêts. Depuis plusieurs années, nous avons investi dans le renforcement de notre expertise technique. Nous disposons également de partenaires financiers solides et d'une logistique adaptée. Nous ne percevons pas la concurrence comme un obstacle, bien au contraire. La compétition nous pousse à nous améliorer en permanence.

Économie numérique : Les télécommunications s'imposent comme un pilier de l'économie

MIANGALY RALITERA | 12 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le président du groupe de travail sur les politiques de la GSMA Afrique, Daddy Mukadi, appelle à des réformes fiscales urgentes pour accélérer considérablement l'inclusion numérique à travers le continent. « Le secteur des

télécommunications ne peut plus être considéré comme un simple secteur de soutien. (...) C'est désormais un secteur clé. Les deux sont essentiels, et tous les autres secteurs, de la sécurité et de la finance aux transports et

à la santé, dépendent des technologies numériques pour leur croissance », a-t-il déclaré lors de la première édition des États généraux du secteur des postes et télécommunications à Kinshasa, en RDC, à l'endroit des gouvernements en Afrique. Sur le continent africain, l'accès aux télécommunications reste limité. Si les réseaux mobiles couvrent désormais 95 % de la population africaine, près de 75 % des habitants du continent restent hors ligne, selon Airtel Africa. Le rapport « Mobile Economy Africa 2025 » de la GSMA indique pourtant que le secteur mobile a contribué à hauteur de 220 milliards de dollars à

l'économie du continent en 2024. Cela équivaut à 7,7 % du PIB et devrait atteindre 270 milliards de dollars d'ici 2030.

Pour améliorer cet accès, Daddy Mukadi a proposé une exonération de deux à trois ans des droits d'importation et des taxes pour les smartphones d'entrée de gamme dont le prix se situe entre 40 et 150 dollars américains, afin de contribuer à combler le fossé d'utilisation. Il a également appelé à la suppression des droits d'entrée sur les équipements de télécommunications pendant au moins trois ans pour soutenir l'extension de la couverture réseau.

Filière taro : Un produit d'exportation stratégique au niveau de l'Indianocéanie

NAVALONA R. | 12 MAI | MIDI MADAGASCAR

Le taro produit dans le district d'Ankazobe, particulièrement dans la commune rurale de Fihaonana, jouit d'une réputation d'excellence au sein de l'Indianocéanie. Cette région dispose d'un fort potentiel pour ce produit agricole, qualifié d'« or gris », tant en quantité qu'en qualité.

« Nous sommes le plus grand producteur de taro à Madagascar, fournissant principalement le marché d'Anosibe, suivi par le district d'Imerintsiatosika. La filière occupe une place centrale dans notre économie rurale, car ce tubercule n'est pas destiné à l'autoconsommation, mais constitue un produit d'exportation stratégique vers les Comores et Mayotte », a expliqué Andrisoa Radaorson, maire de la commune rurale de Fihaonana. Au début de cette année, le prix de vente aux producteurs avoisinait les 5 000 Ar/kg. Ce tarif incitatif, contrastant avec la chute du prix du riz (entre 1 000 Ar et 1 200 Ar le kilo), a poussé la majorité de la population à se lancer dans cette culture. La production a ainsi quintuplé cette année.

le kilo ces derniers temps. La production ne trouve plus preneur. Cette situation fait suite au passage du cyclone Gezani, qui a durement touché le pays, notamment la région Atsinanana », a souligné Andriamalala Jean Cri Razakarivony, un exportateur. Le taro d'Ankazobe, réputé pour son goût et sa résistance, peut atteindre plus de 5 kg par pied. Toutefois, l'aléa climatique a détruit des infrastructures logistiques essentielles. « Le taro est un produit périssable conditionné dans des conteneurs frigorifiques au port de Toamasina. Les dégâts matériels, dont la perte d'un conteneur destiné à l'exportation, ont provoqué cet effondrement des prix », précise l'exportateur.

Transformation locale

Des opportunités majeures se profilent vers La Réunion et Maurice, où le taro est prisé pour la cuisine créole et indienne. Madagascar peut s'imposer grâce à des prix compétitifs, à condition de respecter les normes sanitaires européennes et d'assurer une taille marchande supérieure à 500 grammes par unité. Les défis restent nombreux : restructuration des groupements de producteurs, réduction des pertes post-récolte et respect des normes phytosanitaires. Parallèlement, la transformation locale commence à émerger. Des petites et moyennes industries (PMI) se lancent dans la production de farine ou de chips de taro afin de créer de la valeur ajoutée. À titre d'illustration, la farine de taro est très demandée en Asie pour la pâtisserie ; des commerçants chinois proposent déjà à Madagascar des gâteaux à base de taro à 4 000 Ar l'unité. Enfin, grâce à ses propriétés hydratantes, le taro trouve également des débouchés dans l'industrie cosmétique.



Une chute brutale des prix

Madagascar demeure le premier fournisseur de taro des Comores, dont l'offre locale ne suffit pas à satisfaire la demande. Cependant, malgré ce potentiel, les producteurs traversent une période d'incertitude. « Le prix de l'or gris a connu une chute vertigineuse, tombant à 1 500 Ar

Banque mondiale : Appel à l'urgence d'une croissance tirée par la productivité

ANTSA R. | 12 MAI | MIDI MADAGASCAR

La Banque mondiale confirme la pertinence de la stratégie engagée par Madagascar, fondée sur l'investissement, la production locale et la création d'emplois productifs. Dans son rapport sur l'économie africaine, elle replace la productivité au cœur de la relance.

La relance économique ne peut plus être pensée comme une simple reprise conjoncturelle. C'est l'un des principaux enseignements du rapport de la Banque mondiale (édition avril 2026), intitulé État des lieux de l'économie africaine : Faire aboutir les politiques industrielles en Afrique. L'institution y souligne que la reprise en Afrique subsaharienne se maintient, mais qu'elle s'essouffle sous l'effet de plusieurs contraintes : tensions géopolitiques, service de la dette, faible investissement, productivité limitée et création d'emplois insuffisante. Pour Madagascar, cette lecture résonne fortement avec les priorités actuelles du gouvernement, notamment la préparation du Plan de relance économique. Le pays ne fait pas seulement face à un besoin de croissance. Il doit surtout répondre à une question plus profonde : comment produire davantage, mieux transformer ses ressources et créer des emplois capables d'améliorer réellement les revenus des ménages ?

Crise mondiale

Selon la Banque mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait se maintenir à 4,1 % en 2026, soit le même niveau qu'en 2025. Mais cette stabilité apparente cache des fragilités. Les prévisions ont été revues à la baisse par rapport à octobre 2025, tandis que les risques de ralentissement augmentent. Le rapport cite notamment les effets du conflit au Moyen-Orient, qui alimente la volatilité des prix de l'énergie, du gaz, des engrais et des denrées alimentaires. Ces chocs touchent particulièrement les pays importateurs de pétrole et les économies vulnérables aux tensions sur les intrants agricoles. Dans ce contexte, Madagascar est directement concerné. La hausse des coûts de l'énergie, des carburants et des intrants peut peser sur les prix, sur les entreprises, sur les producteurs agricoles et sur le pouvoir d'achat. Mais le rapport de la Banque mondiale invite à aller au-delà de la réaction immédiate. Il rappelle que le véritable défi de l'Afrique est structurel. La faiblesse de la productivité limite la capacité des économies à absorber les chocs, à créer des emplois et à réduire durablement la pauvreté.

Produire davantage

C'est précisément sur ce terrain que se joue la relance malgache. L'État entend miser sur la performance du secteur privé, appelé à produire plus, investir davantage et créer des emplois. Cette orientation rejoint l'analyse de la Banque mondiale, qui insiste sur la nécessité de mobiliser l'investissement privé, d'améliorer les infrastructures, de renforcer les compétences, de développer l'accès au financement et de réduire les coûts qui empêchent les entreprises de grandir. Pour Madagascar, les secteurs prioritaires identifiés dans la dynamique nationale de relance — agribusiness, textile, tourisme et TIC — s'inscrivent dans cette logique. Ils disposent d'un potentiel d'emplois, d'exportation, de valeur ajoutée et d'innovation.



Mais leur développement dépendra aussi de secteurs transversaux essentiels : routes, énergie, foncier, formation, sécurité juridique, fiscalité, dématérialisation administrative et simplification des procédures. La Banque mondiale insiste justement sur cette approche par l'écosystème. Une politique industrielle ne produit des résultats que si les conditions autour de l'entreprise sont réunies. Le rapport met également en garde contre les politiques trop ambitieuses mais faiblement exécutées. En Afrique, les stratégies industrielles échouent souvent non pas parce que les secteurs choisis sont mauvais, mais parce que les instruments, les financements, les responsabilités et les indicateurs de performance ne sont pas suffisamment définis. Autrement dit, le choix des priorités ne suffit pas. Il faut une mise en œuvre rigoureuse, mesurable et fondée sur les résultats.

L'enseigne de décoration Bouchara rachetée, moins de la moitié des emplois sauvegardés

12 MAI | FRANCEINFO.FR

Le repreneur est la société hongkongaise AA Investments, détenue par l'homme d'affaires français Morteza Goshayeshi et sa famille. Son offre, retenue par le tribunal des activités économiques de Paris, sauve 184 salariés sur 541 et 25 magasins sur 52.

Le couperet est tombé pour les salariés de Bouchara. Les magasins de décoration, connus pour leur linge de lit et textiles de maison, viennent d'être partiellement rachetés par une société hongkongaise, qui sauve 184 salariés sur 541 et 25 magasins sur 52, selon un communiqué de l'acquéreur publié lundi 11 mai.

Bouchara avait demandé son placement en redressement judiciaire en janvier, avançant « une baisse des dépenses des ménages » et une concurrence qui s'intensifie, notamment de la part des « acteurs à bas prix et du e-commerce ». Parmi la douzaine d'offres de reprise officiellement déposées (dont une de Lidl), la mieux-disante, qui a été retenue par le tribunal des activités économiques de Paris, est celle de la société hongkongaise AA

Investments, détenue par l'homme d'affaires français Morteza Goshayeshi et sa famille.

Le groupe familial, positionné « dans la commercialisation internationale de produits de beauté, parfums et biens de grande consommation » a intégré fin 2025 la société Françoise Saget, une marque « reconnue dans l'univers du linge de maison et de la lingerie de nuit et de jour », et avec laquelle l'entreprise souhaite mettre en place des « synergies de métiers » avec Bouchara. D'autres marques du secteur de la décoration et de l'ameublement se sont engagées dans des procédures collectives ces dernières années, dont des liquidations judiciaires, comme Habitat en décembre 2023 ou Casa France en juin 2025.

Exportation : La campagne 2026 de café s'effondre

HASINA GIOVANNI | 13 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les exportations de café de Madagascar connaissent un effondrement historique. Selon le tableau de bord économique d'avril 2026 de l'Institut national de la statistique, elles n'ont atteint que 852 tonnes au premier trimestre.

Le déclin du café malgache constitue une alerte majeure pour une filière autrefois stratégique. La crise actuelle s'explique par plusieurs facteurs structurels.



Le vieillissement des caféiers réduit fortement les rendements, tandis que les producteurs manquent d'appui technique et d'accès à des pépinières modernes. Pourtant, Madagascar a longtemps été un acteur important du secteur. Dès 1913, l'île exportait 65 tonnes de café et, pendant les Trente Glorieuses, celui-ci constituait le premier produit d'exportation du pays, avant d'être dépassé par la vanille et les produits halieutiques. Avec la diversification des variétés — excelsa, kouilou et robusta —, la production avait atteint 47 767 tonnes en 1998, avant de chuter à 495 tonnes en 2020.

Face à cette situation critique, l'État malgache a appelé à la relance de la filière lors du Sommet régional sur la

production de café en Afrique, tenu les 5 et 6 mai 2026 à Marrakech. Organisé par African Coffee Hub, en partenariat avec la Banque islamique de développement et l'Organisation de la coopération islamique, l'événement avait pour thème : « Construire des chaînes de valeur compétitives et inclusives en Afrique : vers un programme régional d'investissement s'appuyant sur l'ACH-Tanger Med ». L'accent a été mis sur la nécessité d'un soutien direct aux producteurs, notamment par le développement des pépinières et la diffusion des bonnes pratiques agricoles, afin de reconquérir progressivement les marchés internationaux.

Opportunité

Le sommet a réuni des représentants et opérateurs économiques de Côte d'Ivoire, du Bénin, de Guinée, du Nigeria, de l'Ouganda, de Sierra Leone, du Togo et de Madagascar. Pour la Grande Île, c'est une opportunité de moderniser une filière longtemps négligée et d'attirer des partenaires techniques et financiers. Les experts soulignent qu'un redressement durable nécessitera des investissements, la formation des producteurs et des infrastructures modernes.

Alors que la campagne de production s'annonce dans les semaines à venir, l'avenir du café malgache dépendra de la capacité du pays à soutenir ses producteurs et à moderniser ses plantations. Le café, patrimoine économique et culturel, pourrait ainsi retrouver sa place sur le

marché mondial et préserver un héritage qui traverse les générations.

Concernant le marché intérieur, le prix actuel du kilogramme tourne autour de 23 000 ariary sur le marché de Nosy Be et atteint les 30 000 ariary en fin d'année.

« Le café évolue de la condition de grand produit agricole spéculatif de type ordinaire à celle de produit de faible prix à la production, c'est-à-dire de produit du tiers-monde », explique l'historien Jean Fremigacci.

Productivité : L'élevage familial offre une solution à la pauvreté

IHARIANA SAROBIDY | 13 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans les Hautes-Terres centrales et le Moyen-Ouest de Madagascar, plus de 70 % des ménages ruraux pratiquent l'élevage familial. Ce secteur constitue un levier majeur du développement agricole. Il permet d'agir sur l'ensemble des systèmes de production, y compris les productions végétales, tout en favorisant l'emploi et les services en milieu rural.

« C'est un enjeu de souveraineté alimentaire et nutritionnelle. On peut agir sur les blocages fonciers, financiers et techniques afin d'augmenter la production domestique, la transformation et la commercialisation sur l'ensemble du territoire », déclare Patrick Daniel-Ramanarivo, chef de secteur environnement, développement rural, sécurité alimentaire et aide humanitaire à la délégation de l'Union européenne à Antananarivo, lors de l'atelier sur l'élevage familial organisé hier à l'hôtel Panorama Andrainarivo.

Malgré son importance, le secteur reste confronté à plusieurs difficultés. Les problèmes de débouchés, les effets du changement climatique et la croissance démographique augmentent fortement les besoins de consommation. Les jeunes ruraux font également face au manque de terres et de moyens financiers, limitant leur accès aux activités d'élevage.

Amélioration génétique

Pour renforcer le secteur, l'État prévoit notamment l'amélioration génétique des animaux locaux à travers la sélection des meilleurs reproducteurs, sans dépendre systématiquement des races importées, le renforcement des agents de proximité pour assurer la santé animale et l'accompagnement technique des éleveurs.



L'amélioration de l'alimentation animale et le développement de la production fourragère doivent également permettre d'augmenter les rendements.

Énergie : La Banque mondiale annonce un nouveau financement

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 13 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une enveloppe de 250 millions de dollars. Elle servira à financer un programme « destiné à aider Madagascar à accélérer et élargir l'accès à une énergie fiable et abordable, tout en renforçant les performances financières et opérationnelles de la compagnie nationale d'électricité, la Jirama », annonce la Banque mondiale dans un communiqué publié hier.

Le programme en question est intitulé « Accelerating Sustainable and Clean Energy Access Transformation in Madagascar » (Ascent Madagascar). Il vise ainsi à soutenir les efforts d'approvisionnement en électricité et d'accès à des solutions de cuisson propres et modernes pour plus de deux millions cinq cent mille personnes d'ici 2030, affirme l'institution de Bretton Woods.

Ascent Madagascar fait partie d'un programme plus large concernant le continent africain, dont l'objectif est de connecter à l'électricité trois cents millions de personnes

d'ici 2030. « Ascent Madagascar apporte une réponse à ces défis interconnectés grâce à une approche globale, qui vise à élargir l'accès à l'énergie tout en s'attaquant aux dysfonctionnements structurels du secteur », soutient ainsi la Banque mondiale.

L'institution financière met aussi l'accent sur le fait que le programme Ascent est « le premier programme axé sur les résultats mis en œuvre à Madagascar ». Et qu'« il lie directement le financement du Groupe de la Banque mondiale à des résultats vérifiés de manière indépendante, garantissant ainsi que les investissements se traduisent par des améliorations concrètes et mesurables dans la vie quotidienne des populations ». Une méthodologie qui est la bienvenue. En effet, les éventuels résultats des programmes antérieurs sont occultés par la persistance des problèmes d'électricité.

Madagascar Airlines : l'ex-DG défend le plan Phénix 2030

ARH. | 13 MAI | LES NOUVELLES

L'ancien directeur général de Madagascar Airlines, Thierry de Bailleul, revendique le redressement de la compagnie nationale après 21 mois à sa tête. Dans un communiqué publié hier, l'ex-dirigeant affirme avoir remis l'entreprise « sur une trajectoire crédible de transformation » grâce au plan Phénix 2030.



A son arrivée début 2024, la compagnie traversait une grave crise financière. Selon lui, Madagascar Airlines affichait déjà près de 25 millions de dollars de pertes et 15 millions de dollars de dettes quelques mois seulement après son lancement en 2022. « Beaucoup jugeaient la compagnie perdue », écrit-il. Thierry de Bailleul assure pourtant que les réformes engagées ont permis un retour progressif à l'équilibre. Il met en avant la remise en service de cinq avions ATR opérationnels, contre un seul début 2024, ainsi qu'une hausse de 123 % de la capacité en sièges sur le réseau domestique. Le chiffre d'affaires aurait également progressé de 60 % en deux ans, tandis que la ponctualité aurait dépassé les 82 %.

L'ancien DG souligne aussi la réintégration de la compagnie dans les mécanismes internationaux de l'IATA et la signature de partenariats avec plusieurs compagnies aériennes étrangères. « Les résultats sont là. Ils sont documentés. Ils sont incontestables », insiste-t-il.

Assainissement interne

Outre des performances économiques, Thierry de Bailleul affirme avoir engagé un vaste chantier d'assainissement interne. Il évoque des « irrégularités sérieuses » dans certaines fonctions, notamment dans les achats. Des enquêtes internes auraient conduit à des licenciements, des poursuites judiciaires et des incarcérations. Il affirme également avoir transmis plusieurs dossiers au Bureau indépendant anti-corruption (Bianco), à la fin de l'année 2025. « Une culture d'impunité commençait à être remise en cause », déclare-t-il. Il déclare regretter l'absence de retour officiel sur ces signalements. L'ancien dirigeant dénonce par ailleurs des engagements contractuels non respectés par les autorités malgaches. Selon lui, son contrat, renouvelé à la demande de l'actionnaire public afin d'éviter une crise de gouvernance, n'aurait finalement pas été honoré. « Les obligations financières prévues noir sur blanc n'ont pas été respectées malgré de multiples relances », affirme-t-il. Dans son communiqué, Thierry de Bailleul estime que cette situation dépasse son cas personnel et pose la question de la crédibilité institutionnelle du pays dans le secteur aérien. « La parole donnée engage. Un contrat signé oblige. Un État crédible commence par respecter sa signature », conclut-il.

Exploitations minières : La transformation locale comme objectif

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 15 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En réponse aux questions de quelques médias, le Chef de l'État a donné son ressenti sur le Sommet « Africa Forward ». Il a profité de l'occasion pour affirmer l'objectif étatique de transformer localement les produits miniers avant exportation.

Un changement de paradigme. Cette expression a résonné dans la plupart des prises de parole durant les deux jours du Sommet « Africa Forward », à Nairobi, Kenya. L'un des changements martelés est d'en finir avec l'exportation de matières premières brutes. « Valoriser les ressources naturelles africaines, développer les chaînes de valeur locales, le Made in Africa », est justement inscrite dans la déclaration de Nairobi.

Une posture à laquelle s'aligne Madagascar, selon le colonel Michaël Randrianirina, Chef de l'État. Pour la Grande île, l'objectif à atteindre est donc, comme il l'affirme, « de transformer localement nos richesses naturelles avant de les exporter ». Il parle ici des ressources minières. Il a fait part de cette conviction durant un bref échange avec des journalistes malgaches et africains, en marge du Sommet des Chefs d'État, au Kenyatta International Convention Center (KICC), Nairobi.

L'officier supérieur a indiqué que l'État envisage deux voies pour concrétiser cet objectif de transformer localement les ressources minières avant leur exportation. La première option est que l'investisseur signe un engagement à cet effet. La seconde consiste « à changer la loi », avance le Chef de l'État. Il évoque ainsi une possible retouche du code minier dans ce sens. Le colonel Randrianirina souligne, néanmoins, que « les contrats déjà signés auparavant ne seront pas mis en cause », en prenant l'exemple d'Ambatovy et de QMM.

Transformer localement les matières premières permet de vendre les produits finis ou semi-finis, bien plus chers que les matières brutes. Les recettes d'exportation et les revenus fiscaux seront également en hausse. Il y a aussi le renforcement du secteur industriel et par conséquent plus de création d'emplois. Par ailleurs, cette approche peut amener à une meilleure souveraineté économique.

Le pays sera moins dépendant des fluctuations des prix des matières premières brutes, avec plus de contrôle sur ses ressources.

Des cases à remplir pour l'État

Transformer localement les ressources brutes permettra de booster l'industrialisation du pays. Toutefois, outre retoucher la loi ou faire signer des engagements aux investisseurs, l'État doit également faire sa part des choses pour concrétiser cet objectif. Il faudra convaincre les investisseurs d'adhérer à cette approche. Des exemples comme au Nigeria, au Botswana ou en Indonésie démontrent que cette formule intéresse les grands investisseurs. Il est nécessaire, toutefois, d'établir une chaîne de valeur stable et fiable.

Plusieurs points soulevés lors des débats durant le « Business Forum », durant le premier jour du Sommet de Nairobi détaillent les cases à remplir pour l'État afin de convaincre les investisseurs. La première est la sécurité des investissements via un cadre juridique stable, des règles d'investissement claires, une fiscalité équilibrée. La bonne gouvernance entre aussi en ligne de compte. Le renforcement des compétences locales à travers les formations techniques et universitaires est également un impératif.

L'un des plus grands défis de la Grande île pour concurrencer les autres pays dans l'attractivité des grands investisseurs sont les infrastructures énergétiques et logistiques. Toutes les industries, surtout celles de transformation, ont besoin d'un approvisionnement en électricité fiable et abordable, de routes praticables pour le transport des marchandises et de ports performants pour les exportations. Par ailleurs, il faut également que l'État s'assure de la durabilité et de l'équité des investissements. Les grands projets miniers engendrent des risques environnementaux s'ils sont mal encadrés. La pression sur l'environnement est encore plus forte lorsque la chaîne de production comprend une usine de transformation. Outre les risques de pollution, il y a aussi la question de la gestion des ressources en eau. Dans certains pays, la guerre de l'eau causée par certains investissements entraîne une tension sociale.

Un encadrement environnemental strict et l'exigence d'une effectivité de la Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) serait une garantie que les grands investissements soient en phase avec le concept de développement durable, à entendre les arguments durant le « Business Forum » de Nairobi. Du reste, une répartition équitable des bénéfices, notamment envers les populations locales permettrait aussi d'éviter les conflits sociaux.

Rapport du FMI : Des réformes saluées dans la gestion des finances publiques

ANTSIA R. | 15 MAI | MIDI MADAGASCAR

Dans son rapport d'assistance technique consacré au diagnostic de la gouvernance et des vulnérabilités liées à la corruption, le Fonds monétaire international (FMI) relève à la fois les défis à traiter et les progrès déjà accomplis par les autorités malgaches.

Le document, réalisé à la demande de Madagascar, traduit une démarche volontaire : celle d'identifier les faiblesses du système pour mieux accélérer les réformes. Selon le rapport, Madagascar avance dans la consolidation de sa gouvernance publique. Il souligne d'abord que la volonté politique d'améliorer la gouvernance et de lutter contre la corruption est clairement affichée. L'adoption de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2025-2030 constitue, à cet égard, une étape structurante. Pour le FMI, cette stratégie permet de compléter les efforts entrepris ces dernières années et d'élargir le champ d'action à des domaines essentiels, comme la gouvernance budgétaire, la lutte contre le blanchiment de capitaux, la supervision bancaire et la transparence des opérations publiques. Le ministère de l'Économie et des Finances apparaît au cœur de cette dynamique. Le rapport cite plusieurs avancées engagées au sein des régies financières, notamment la digitalisation du budget de l'État, la mise en place de procédures dématérialisées pour la gestion des agents publics, l'existence de la plateforme e-Hetra pour les déclarations fiscales, ainsi que les efforts d'open data. Ces réformes vont dans le sens d'une administration plus transparente, plus traçable et plus efficace.

Évolution technologique. Les progrès réalisés par la Direction générale des Impôts et la Direction générale des Douanes sont également mis en avant. Le FMI relève l'existence de plans stratégiques cohérents, de chartes de déontologie, de contrats de performance, d'enquêtes de satisfaction auprès des usagers, ainsi que l'accessibilité en ligne des législations fiscale et douanière. Les téléprocédures couvrent désormais l'essentiel des déclarations et des paiements d'impôts, ainsi que des procédures douanières. La plateforme MIDAC facilite, pour sa part, l'obtention des autorisations nécessaires au dédouanement.



Dans les douanes, le rapport note aussi des progrès technologiques, notamment l'usage de scanners de conteneurs, l'exploitation des données et le recours à l'intelligence artificielle. À la DGI, la digitalisation des procédures fiscales constitue le cœur de la stratégie de mobilisation

des recettes, avec l'ambition de digitaliser l'ensemble des fonctions fiscales à l'horizon 2026.

Vers la relance. Sur le plan budgétaire, Madagascar enregistre également des avancées. Les comptes rendus d'exécution budgétaire sont désormais produits régulièrement sur une base trimestrielle, avec des données en paiements et une classification fonctionnelle des dépenses. Pour le FMI, la transparence budgétaire et la digitalisation sont des leviers essentiels pour réduire les

risques de corruption et renforcer l'efficacité de l'État. Le rapport du FMI ne masque pas les chantiers qui restent à poursuivre. Mais il confirme surtout que Madagascar dispose déjà d'une base de réformes solide. Pour le ministère de l'Économie et des Finances, l'enjeu est désormais de consolider ces acquis, d'accélérer la transformation numérique et de faire de la transparence un levier central de confiance, de mobilisation des recettes et de relance économique.

Menabe : 30 000 tonnes de production d'arachides enregistrées annuellement

NAVALONA R. | 15 MAI | MIDI MADAGASCAR

La région de Menabe constitue la principale zone de production d'arachides à Madagascar. Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a entamé une réorganisation de cette filière porteuse afin de mieux structurer la collecte et le décorticage, en vue de transformer l'arachide en un produit d'exportation plus rentable pour les producteurs locaux.



Ce département ministériel prévoit d'enregistrer une production annuelle de 30 000 tonnes d'arachides grâce à la promotion de techniques plus appropriées et à la vulgarisation de semences certifiées.

Prix non incitatifs. Il est à noter que ce produit oléagineux est essentiellement exporté vers la Chine. Des

unités de transformation d'arachides en huile alimentaire commencent également à se développer. La récolte d'arachides a connu une hausse d'environ 32 % ces dernières années grâce au soutien et à l'encadrement de plus de 2 000 producteurs locaux. Cependant, ces exploitants agricoles se plaignent du fait que les prix de vente de ce produit phare de la région ne soient pas incitatifs, étant donné que le kilo s'acquiert entre 800 Ar et 1 500 Ar, alors que leur coût de revient s'élève à environ 2 000 Ar/kg.

Conditions sine qua non. Lors du lancement de la campagne de collecte, le ministre de tutelle, Gaëtan Ramindo, a affirmé que les organisations de producteurs seraient mises en relation avec les opérateurs afin de faciliter l'accès aux débouchés, tout en négociant des prix rémunérateurs. L'objectif est d'améliorer leurs sources de revenus tout en valorisant cette culture oléagineuse. Des appuis en matériels et équipements agricoles, ainsi qu'en intrants, sont également prévus, sans oublier le renforcement des capacités de ces producteurs à travers la mise en œuvre du projet PROGRES, financé par le Fonds international de développement agricole. En effet, ces conditions sont sine qua non pour booster la production d'arachides.

Transport aérien : Emirates atteint 96 % de reprise

ARH. | 15 MAI | LES NOUVELLES

La compagnie Emirates annonce un retour progressif à la normale après plusieurs semaines de perturbations. « 96 % de son réseau mondial a été rétabli », a-t-elle indiqué dans un communiqué publié en fin de semaine. La reprise concerne l'ensemble de ses grandes régions, des Amériques à l'Asie, en passant par l'Europe, l'Afrique et l'Australasie. Aujourd'hui, la compagnie dessert 137 destinations dans 72 pays. Elle assure plus de 1.300 vols hebdomadaires, soit 75 % de sa capacité habituelle. A Madagascar, Emirates consolide sa présence avec trois vols hebdomadaires vers Antananarivo. « Nous assurons une liaison fiable pour soutenir les échanges et la mobilité des voyageurs », note-t-elle. « Nous augmentons chaque jour le nombre de vols et de sièges disponibles », souligne la compagnie, aujourd'hui au cœur du transport aérien mondial. Malgré un programme encore réduit, Emirates a

transporté 4,7 millions de passagers durant cette période. « Ces chiffres reflètent la forte demande de voyage et la confiance de nos clients », affirme-t-elle. Pour attirer les voyageurs, Emirates renforce ses offres. « Nous proposons davantage de flexibilité avec des modifications gratuites et des options de réservation simplifiées », indique la compagnie. Le programme Dubai Connect ou encore l'introduction du Wi-Fi haut débit via Starlink sur certains appareils, permet aux passagers en transit de profiter d'un séjour confortable avec hôtel et services inclus. L'expérience passager reste au cœur de sa stratégie. A bord, la compagnie met en avant « un confort exceptionnel et une hospitalité reconnue ». Les voyageurs bénéficient de menus variés inspirés des cuisines du monde, ainsi que d'un système de divertissement riche de plus de 6 500 contenus en plusieurs langues.

Modi part aux Emirats et en Europe avec des partenariats et la sécurité énergétique en vue

15 MAI | FRANCE24

Le Premier ministre indien Narendra Modi arrive vendredi aux Emirats arabes unis avant de se rendre dans cinq pays européens, au moment où le pays affronte les conséquences économiques du conflit au Moyen-Orient.

Le blocage du détroit d'Ormuz a fait grimper les prix mondiaux du gaz et des carburants, mettant sous pression les économies fortement dépendantes des importations énergétiques du Golfe, dont l'Inde.

Le Premier ministre Modi a appelé la population la semaine dernière à restreindre ses achats d'or et la consommation de carburant, qui nécessitent des devises, face à la chute de la roupie, au plus bas contre le dollar.

Cette tournée traduit également la volonté de New Delhi de diversifier ses partenariats économiques et stratégiques, tout en se positionnant comme un pôle industriel et technologique majeur.

Au cours de cette tournée de six jours, M. Modi se rendra aussi aux Pays-Bas, en Suède, en Norvège et en Italie.

La visite du Premier ministre permettra d'«approfondir le partenariat de l'Inde avec l'Europe (...) en particulier les liens commerciaux et d'investissement à la lumière du récent accord de libre-échange », a déclaré le ministère indien des Affaires étrangères.

L'Inde et l'UE ont signé en janvier un large accord de libre-échange qualifié de « mère de tous les accords ».

Diversifier les partenariats

Vis à vis des pays nordiques, l'Inde veut « se positionner comme un partenaire fiable sur les plans économique, technologique et des énergies propres », a déclaré à l'AFP Anil Wadhwa, ancien ambassadeur indien, notamment en Italie et en Pologne.

M. Modi débute sa tournée vendredi aux Emirats arabes unis, où vit une communauté indienne forte de 4,5 millions de personnes.

La région du Golfe est la principale source des importations indiennes de pétrole et de gaz de naturel, et les discussions « se concentreront sur le renforcement de notre sécurité énergétique », a indiqué le ministère indien des Affaires étrangères.

Mais le dirigeant entend également consolider la position de son pays dans cette région.

Sécurité énergétique

« Les dissensions au sein du Conseil de coopération du Golfe, qui compte six membres, et l'affrontement ouvert entre l'Iran et les Emirats arabes unis ont modifié la géopolitique », a déclaré à l'AFP K.C. Singh, ancien ambassadeur indien en Iran et aux Emirats arabes unis.

Les Emirats arabes unis se sont rapprochés des Etats-Unis et d'Israël depuis le début du conflit, tandis que l'Arabie saoudite s'est tournée vers le Pakistan, l'Egypte et la Turquie, a-t-il observé.

L'Inde, troisième importateur mondial de pétrole, s'approvisionne habituellement pour environ la moitié de son brut via le détroit d'Ormuz, qui est en grande partie bloqué depuis le début des frappes américano-israéliennes contre l'Iran le 28 février.

« La priorité de l'Inde (...) devrait être de passer d'une relation énergétique classique acheteur-vendeur à un partenariat plus large de sécurité énergétique stratégique », selon M. Singh, avec des accords de livraisons de gaz naturel liquéfié et sur ses réserves stratégiques de pétrole pour limiter les disruptions à l'avenir.



M. Modi se rendra aux Pays-Bas vendredi soir, pour la deuxième fois depuis 2017, avec au programme des discussions visant à augmenter les échanges bilatéraux (23,7 milliards d'euros l'an dernier), ainsi que sur la défense, les semi-conducteurs, l'eau, l'agriculture et la santé.

Dimanche, M. Modi sera en Suède pour s'adresser à un forum de dirigeants d'entreprises européennes aux côtés de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, avant de se rendre en Norvège le lendemain pour un sommet entre l'Inde et les pays nordiques.

New Delhi, qui dispose d'une base de recherche arctique sur l'île norvégienne de Svalbard, suit de près les conséquences de l'ouverture des routes maritimes liée à la fonte des glaces due au changement climatique pour son trafic. « L'intérêt de l'Inde pour l'Arctique n'est pas simplement académique, la fonte des glaces a des conséquences directes sur la mousson en Inde et notre sécurité alimentaire », souligne le député indien Shashi Tharoor, dans le quotidien Indian Express.

La dernière étape sera l'Italie, le 19 mai, où M. Modi rencontrera la Première ministre Giorgia Meloni – avec laquelle il entretient une relation étroite.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

